

# FORUM ORIGINE, DIVERSITÉ ET TERRITOIRES 2022

## APPEL A COMMUNICATIONS

Les organisateurs du Forum Origine, Diversité et Territoires invitent les chercheurs, experts, étudiants et professionnels à partager leurs expériences, recherches ou résultats d'expériences participatives dans les territoires en soumettant leur contribution en relation avec le thème principal de l'édition de cette année.

Parallèlement à un événement sur place permettant à certains participants de se rencontrer physiquement, l'ensemble des conférences, contributions et visites seront entièrement retransmises en vidéoconférence sur le site internet du Forum pour tous les participants ne pouvant se rendre physiquement à Saignelégier.

Les événements virtuels et physiques seront simultanés et disponibles en 3 langues (français, anglais et espagnol).

**SI VOUS SOUHAITEZ SOUMETTRE VOTRE CONTRIBUTION,  
VEUILLEZ SUIVRE LE LIEN CI-DESSOUS**

**L'inscription et le dépôt de la contribution** doivent se faire  
en ligne sur

<https://origin-for-sustainability.org/inscription-au-forum-2022/>

**Date limite de soumission : 27 mai 2022**

## THEME

# QUELLES STRATÉGIES POUR LA DURABILITÉ DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES LOCALISÉS FACE À LA CRISE CLIMATIQUE ?

Lien vers la note conceptuelle : <https://origin-for-sustainability.org/en/concept-en-2022/>

## LOCALISATION

### SAIGNELÉGIER, SUISSE JURA

Le Forum "Origine, Diversité et Territoires" ([www.origin-for-sustainability.org](http://www.origin-for-sustainability.org)) est une plateforme internationale sur les interactions entre les diversités culturelles et biologiques et la valorisation territoriale durable des produits et services dont la qualité est liée à leur origine.

L'objectif du Forum est de faciliter l'échange d'expériences et de connaissances entre un large éventail d'acteurs internationaux, tous engagés dans de nouvelles façons de penser et de faire du développement, où l'identité, l'origine, la qualité et les diversités locales sont considérées comme des catalyseurs de dynamiques inclusives de développement local et territorial.

### Horaire provisoire

Mercredi 19 <sup>th</sup> octobre	Jeudi 20 <sup>th</sup> octobre	Vendredi 21 <sup>st</sup> octobre
Matin		
Visites parallèles par atelier	Travail en ateliers parallèles (2 sessions x 1h30)	Synthèse dans des ateliers parallèles (1 session x 1h)
Après-midi		
Conférence plénière dans le cadre de l'Année internationale des Nations Unies pour le développement durable des montagnes.	Travail en ateliers parallèles (2 sessions x 1h30)	Séance plénière de clôture avec les commentaires des ateliers
Soirée		
Apéritif et dîner (sponsorisé par l'association suisse des AOP-IGP)	Fondue géante avec les participants	

## ATELIER 1

# ROLES, IMPACTS ET RÉPONSES DES APPROCHES DE DIFFÉRENCIATION DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

*Coordinateurs : Jean-Louis Le Guerroué (UNB), Jacques Gautier (INAO), Laurent Mayoux (INAO), Philippe Jeanneaux (VetAgroSup), Claire Bernard (CIRAD), Emilie Vandecandelaere (FAO), Anne Mottet (FAO) et Aurélie Fernandez (FAO)*

### CADRE ET OBJECTIFS CADRE ET OBJECTIFS CADRE ET OBJECTIFS

Si l'impact du changement climatique sur nos vies est déjà visible, il ne fait plus aucun doute que la fréquence et l'intensité des événements climatiques exceptionnels vont augmenter à l'avenir. Les systèmes alimentaires territorialisés - portés par leurs acteurs - devront trouver, comme toutes les composantes de nos sociétés, des stratégies, des réponses aux défis que le changement climatique pose déjà à la production, aux caractéristiques et à la qualité des produits et des rendements, avec des conséquences possibles sur les revenus des agriculteurs et des acteurs associés, mais aussi sur les écosystèmes, les attentes et les besoins des consommateurs et de la société dans son ensemble.

Confrontés à la nécessité de s'adapter aux crises environnementales, climatiques, économiques et sociales, les agriculteurs cherchent progressivement à se distinguer en adaptant leurs pratiques et la qualité de leurs produits aux attentes de la société et des consommateurs, ainsi qu'à valoriser un savoir-faire remarquable, qui joue souvent un rôle bénéfique dans la conservation des ressources naturelles et culturelles. Ces stratégies sont menées tant au niveau individuel (exploitations agricoles) que collectif à travers des organisations de producteurs ou des filières.

De ce point de vue, les démarches de différenciation suscitent un intérêt croissant. En effet, ces outils leur permettent de gagner en visibilité et d'activer, à travers les produits agricoles et alimentaires, la propension des consommateurs à mieux rémunérer les services rendus par l'agriculture, à revitaliser le patrimoine biologique et culturel dans les territoires. Indications géographiques (IG), Sentinelles Slow Food : les communautés disposent aujourd'hui de nombreux moyens pour valoriser les produits agricoles et alimentaires. Parmi eux, les outils de protection de la propriété intellectuelle tels que les IG, qui visent à valoriser les produits par une démarche de qualité fondée sur le lien à leur origine et soutenue par un système officiel de garantie et de protection des consommateurs et des producteurs, se développent dans le monde entier. D'autres démarches comme le patrimoine mondial de l'humanité, les réserves de biosphère, les systèmes de patrimoine agricole d'importance mondiale, le partenariat de la montagne, visent à reconnaître les caractéristiques biologiques et culturelles remarquables d'un système agricole dans une démarche orientée vers la conservation, la promotion, l'adaptation et la transmission du patrimoine associé aux socio-écosystèmes.

Cette montée en puissance des systèmes de différenciation observée à travers le monde est questionnée par l'émergence d'enjeux globaux tels que la construction durable des systèmes et les

conséquences du changement climatique. Dans ce contexte, dans quelle mesure les systèmes de valorisation des systèmes agricoles traditionnels et de leurs produits alimentaires fondés sur la typicité, le lien au terroir, les savoir-faire et pratiques ancestrales et les socio-écosystèmes remarquables sont-ils capables de répondre aux enjeux du développement durable ou de mieux résister aux dérèglements climatiques et/ou de contribuer à l'atténuation de ces changements (en préservant ou en augmentant la biodiversité et la résilience associée, en stockant le carbone, etc.)

Pour guider les discussions de notre atelier, nous utiliserons la définition du développement durable du rapport Brundtland : " Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ". Deux notions sont inhérentes à cette notion : le concept de " besoins ", et plus particulièrement les besoins essentiels des plus pauvres, auxquels il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limites que l'état de notre technologie et de notre organisation sociale impose à la capacité de l'environnement à répondre aux besoins présents et futurs. Cette définition étant basée sur l'impact de notre génération sur les générations futures, elle implique directement notre capacité à répondre aux défis posés par le changement climatique.

L'atelier 1 de l'édition 2022 du forum sera donc le lieu de partage et de réflexion sur les outils d'évaluation de la durabilité des approches de différenciation dans un contexte de changement climatique.

## STRUCTURE ET METHODES

### **Session 1 - Outils d'évaluation de la durabilité appliqués aux approches de différenciation**

*Modérateurs : Anne Mottet (FAO), Emilie Vandecandelaere (FAO)*

La première session vise à discuter des cadres méthodologiques des outils d'évaluation de l'agroécologie et, par extension, de la durabilité des différentes approches de différenciation. La discussion sera l'occasion de questionner la prise en compte du changement climatique dans les outils d'évaluation de la performance environnementale.

### **Session 2 - Quelles adaptations des approches de différenciation dans un contexte de changement climatique ?**

*Modérateurs : Jacques Gautier (INAO), Jean-Louis Le Guerroué (UNB)*

La deuxième session ouvrira le débat sur l'adaptation possible des approches de différenciation pour répondre aux défis et contraintes liés à l'impact du changement climatique et aux impératifs de durabilité. Quelle flexibilité et quelle marge d'adaptation sont possibles ? Quels défis cela implique-t-il ?

### **Session 3 - Approches de différenciation : rôles, impacts et attentes face au changement climatique**

*Modérateurs : Aurélie Fernandez (FAO) et Claire Mongin (CIRAD)*

La troisième session aura pour objectif de présenter le rôle actif que peuvent jouer les approches de différenciation dans l'atténuation et la lutte active contre le changement climatique. A partir d'exemples concrets, nous questionnerons l'intégration des enjeux CC/biodiversité dans les approches, les acteurs impliqués, les échelles d'action et leur rétro adaptation à long terme.

### **Session 4 - Succès et limites - réalité ou utopie des approches différenciées face à l'urgence climatique?**

*Modérateurs : Philippe Jeanneaux (VetAgroSup)*

L'atelier se terminera par une session interactive pour discuter des succès et des limites des approches de différenciation comme source d'impulsion pour l'adaptation ou l'atténuation du changement climatique.

## ATELIER 2

# ATOUPS ET VULNERABILITÉS DES RÉGIONS DE MONTAGNE - APPROCHES DE GOUVERNANCE, INNOVATIONS ET STRATÉGIES D'ADAPTATION POUR UNE GESTION DURABLE DES TERRITOIRES

*Coordinateurs : G. Brunori (Unipi), T. Dax (BAB), M.M. Delgado-Serrano (Université de Cordoba), S. Farhad (Université de Cordoba), D. Goussios (Université de Thessalie), F. Lerin (AIDA), C. Luminati (Polo Poschiavo), F. Pythoud (OFAG), L. Rieutort (Université de Clermont-Auvergne), E. Schmitt (ZHAW), M. Trentin (Origin for Sustainability)*

### CONTEXTE ET CADRE

Les montagnes sont des lieux aux caractéristiques géomorphologiques et climatiques contraignantes. Par conséquent, le développement des activités humaines est toujours un défi, et cela est particulièrement vrai pour le secteur agricole ([Schild et al.](#), 2011 ; [Bentivoglio](#) 2019). Ainsi, la difficulté de travailler dans ce paysage, la perte de connexion avec les ressources locales, le changement de mode de vie et la recherche de meilleures opportunités de travail ont souvent conduit les habitants des villages de montagne à descendre dans les vallées et les centres urbains ([Bentivoglio](#) 2019). Cette tendance à l'abandon des régions de montagne transforme les activités des zones concernées et redessine la composition des paysages et les fonctions des écosystèmes présents ([Mottet](#), 2005).

Par ailleurs, de nombreux territoires de montagne sont nouvellement fragilisés par les effets du changement climatique. Les phénomènes climatiques extrêmes mettent en péril l'équilibre délicat entre les activités humaines et l'environnement. Or, les caractéristiques biophysiques et la biodiversité typiques de ces territoires font des montagnes une région extrêmement riche en ressources et un berceau de traditions techniques et sociales historiques ([Roque et al.](#), 2006 ; [Cayre et al.](#), 2018 ; [Bovolenta et al.](#), 2008). L'agriculture qui y est pratiquée est également imprégnée de savoirs uniques spécifiques à cet environnement et contribue fortement à la durabilité de ces territoires ([McMorran et al.](#), 2015 ; [Santini et al.](#), 2013). Là où les chaînes de valeur alimentaire issues de cette agriculture de montagne ont pu rester vivantes, les savoirs agricoles et gastronomiques traditionnels sont revalorisés et l'économie locale et le tourisme sont renforcés tout en garantissant la bonne gestion des paysages, la préservation de la biodiversité et la production de services écosystémiques ([D'Ottavio et al.](#), 2018 ; [Revoredo-Giah et al.](#), 2010). Certains territoires de montagne se saisissent des contraintes pour mieux résister et innover afin de garantir la pérennité des chaînes de valeur locales ([Bazin and Roux](#), 1996).

L'atelier propose d'étudier les perspectives de différentes zones géographiques couvrant des territoires de montagne traditionnels et innovants (Europe du Nord, bassin méditerranéen et autres continents) et d'ouvrir des espaces de discussion sur l'importance des outils technologiques et des instruments de gouvernance pour revitaliser ces territoires uniques.

L'objectif est d'apporter des réponses à la question centrale proposée : dans le contexte de la crise climatique, quels outils technologiques et quelles approches de gouvernance mettre en

œuvre pour favoriser le développement de nouvelles économies localisées et rendre les régions de montagne résilientes et attractives.

L'atelier attend des présentations sur les connaissances et les initiatives liées à ces questions. En outre, les récits de projets en cours ainsi que les propositions de développement futur et les recommandations opérationnelles sont les bienvenus.

## STRUCTURE DE L'ATELIER

### **Session 1 : Impacts et mesures d'adaptation à la crise climatique**

*Modérateurs : E. Schmitt (ZHAW), S. Farhad (Université de Cordoba), F. Pythoud (OFAG)*

Dans cette session, nous nous attaquons au défi du changement climatique dans les régions de montagne, en explorant d'une part les impacts perçus ou mesurés, négatifs ou positifs, et leurs conséquences, et d'autre part en discutant des mesures d'adaptation à ces impacts. Les questions suivantes serviront de guide pour la session : Quels sont les impacts observés ou concrets du changement climatique dans les régions de montagne jusqu'à présent et dans le futur ? Comment ces impacts influencent-ils les chaînes de valeur alimentaires, le tourisme et les acteurs des régions de montagne ? Quelles contributions ou leçons les montagnes peuvent-elles nous apporter pour de nouvelles trajectoires de durabilité à l'échelle mondiale ? Quels outils sont donnés aux administrations locales pour répondre à la crise climatique ? Comment les pratiques sociales ont-elles évolué dans les régions de montagne pour répondre à la crise du changement climatique ? Quels types d'approches de gouvernance et d'environnements politiques sont nécessaires pour gérer la crise climatique dans les régions de montagne ?

### **Session 2 : Abandon et récupération dans les territoires : conséquences et perspectives**

*Modérateurs : F. Lerin (AIDA), D. Goussios (Université de Thessalonique)*

Quels changements pour les agro-écosystèmes. Quels impacts sur le patrimoine naturel et l'agrobiodiversité ? Enjeux de gestion des territoires de montagne entre relations locales formelles et informelles ; comment mettre en place une gouvernance ? Comment gérer les terres abandonnées et reconquises ?

### **Session 3 : L'effet du cadre de vie et des nouvelles technologies sur l'attractivité des territoires**

*Modérateurs : L. Rieutort (Université de Clermont-Auvergne), C. Luminati (Polo Poschiavo)*

Les nouvelles technologies facilitent-elles les questions liées à la hauteur et à l'isolement ? Quels sont les outils dont disposent les communes de montagne pour promouvoir l'attractivité de leur territoire ? Comment les nouvelles technologies peuvent-elles faciliter l'accès aux services et à l'emploi en montagne ? Les SMART villages et les nouvelles technologies sont perçus comme une stratégie politique ; ont-ils un effet réel sur les zones de montagne ? Comment prévenir la fracture numérique dans les zones de montagne ?

### **Session 4 : Nouvelles économies de montagne**

*Modérateurs : T. Dax (BAB), María del Mar Delgado-Serrano (Université de Cordoba), G. Brunori (Unipi)*

Quels sont les critères à prendre en compte pour évaluer la valeur créée par les chaînes de valeur en montagne ? Quelles stratégies politiques ou innovations devraient être mises en œuvre pour stimuler les liens horizontaux (agriculture-tourisme-gastronomie) et verticaux (paysage, patrimoine naturel) en faveur d'une économie territoriale ? Chaînes de valeur de la montagne : Comment conserver davantage de valeur au sein du territoire ? Comment les nouvelles économies s'articulent-elles avec l'écologie et la résilience ?

Quels types d'approches de gouvernance et d'environnements politiques sont nécessaires pour faire évoluer les chaînes de valeur de montagne afin de contribuer à la résilience et à la durabilité des régions de montagne ?



## ATELIER 3

# VERS UNE APPROCHE TERRITORIALE DE LA VISION ONEHEALTH : ENJEUX ET PERSPECTIVES ?

*Coordinateurs : M-J. Amiot-Carlin (INRAE), G. Calvo (Diversité et Développement), M. Champredonde (INTA), C. Déprés (VetAgroSup), M. Duru (INRAE), M. Figuié (CIRAD), M. Gisclard (INRAE), I. Maglietti Smith (Origin for Sustainability)*

### CONTEXTE ET CADRE

L'approche "OneHealth" a été introduite il y a une vingtaine d'années ("[One Health Basics | 2021](#)") et ouvre la perspective vers une approche globale et systémique de la santé humaine, animale et environnementale, habituellement considérées de manière isolée. Cette vision de nature holistique, permet de replacer la santé humaine au sein de la santé de l'écosystème. Elle révolutionne la compréhension des interactions entre humains et non-humains, et interroge les activités anthropiques et leur durabilité écologique.

En 2020, la pandémie du COVID-19 a mis à révéler les dérives d'un système productiviste mondialisé, fragile et peu résilient et les impacts sur la santé des écosystèmes. La dégradation des agroécosystèmes joue un rôle dans la prévalence accrue des pandémies et la perte de la richesse biologique dans les milieux.

L'urgence de la pandémie et de la crise écologique invitent les gouvernances territoriales à prendre position et à réfléchir à des nouvelles trajectoires de développement durable pour la santé des territoires. En premier lieu, elles devront être efficaces sur le plan de la gestion des ressources naturelles et la réglementation des pratiques de production.

One Health apporte une vision écologique radicalement différente qui façonne nos manières d'agir et de vivre dans l'écosystème. Tout ce que nous faisons à nos milieux, nous le faisons à nous-mêmes. C'est une révolution dans la pensée, dans les objets de recherche et dans le fonctionnement des disciplines. En reliant des entités très différentes (les sols, les plantes, les écosystèmes, les bactéries et les humains), le concept d'une seule santé permet de penser différemment les changements conjoints à opérer dans l'agriculture, l'agro-industrie et l'alimentation ([Duru, 2022](#)).

Dans ce contexte, nous posons les questions suivantes : Comment est-ce que les enjeux de développement durable sont abordés à l'échelle des territoires et au prisme d'une approche OneHealth ? Quelle est l'importance des spécificités territoriales (ressources locales, pratiques, éléments du paysage, biodiversité sauvage, biodiversité des espèces domestiquées, habitudes de consommation, etc.) à l'égard de la santé des écosystèmes ? Quels liens entretiennent-elles ?

Dans cet atelier, nous aborderons ces questions sur la base de 4 axes thématiques. Le premier concerne les politiques publiques à l'échelle des territoires et leur rôle dans la santé des collectivités. Les suivants abordent la vision "OneHealth" sous différents angles : faune sauvage

et domestique, physiologie humaine et pratiques alimentaires, écosystèmes et relations inter-espèces.

## STRUCTURE DE L'ATELIER

### **Session 1 - La vision One Health dans les approches territoriales : des produits originaux aux politiques de santé publique**

*Modérateur : M. Gisclard (INRAE)*

Dans cette première session, nous examinerons comment territorialiser la vision OneHealth, d'une part en considérant les relations entre les acteurs (publics et privés) des systèmes alimentaires locaux et la santé publique ; d'autre part en partant du principe que la santé doit faire l'objet d'une action collective et appelle une transformation des politiques publiques sur le territoire.

### **Session 2 - La santé animale au prisme de la vision One Health**

*Modérateur : I. Maglietti Smith (Origin for Sustainability)*

Dans la deuxième session, nous aborderons le continuum faune sauvage - faune domestique - humain. Là encore, le territoire est un lieu d'interaction entre la déforestation, les activités de chasse et d'élevage, la régulation des marchés, etc. Ici, un certain nombre de facteurs entrent en jeu et peuvent aider à franchir les barrières entre les espèces. One Health nous amène à façonner ce continuum en incluant également dans l'analyse le rôle de la faune sauvage dans les zoonoses.

### **Session 3 - La santé humaine dans le contexte de la vision One Health : du microbiote au palais**

*Modérateur : M. Champredonde (INTA)*

La troisième session explorera la relation entre l'alimentation et la santé humaine. On sait aujourd'hui, par exemple, que la fermentation est non seulement un moyen de conserver les aliments, mais aussi un levier pour préserver ou améliorer la diversité et la fonctionnalité du microbiote intestinal. L'homme en a besoin pour se nourrir (apport de vitamines), pour assurer le bon fonctionnement de nombreux organes (sécrétion de molécules anti-inflammatoires), mais aussi pour se protéger des agents pathogènes, notamment en renforçant le système immunitaire.

### **Session 4 - Santé des écosystèmes, vision Eco Health : la santé des écosystèmes et leur influence sur notre santé**

*Modérateur : G. Fonty (CNRS)*

La quatrième session explore la relation entre OneHealth et EcoHealth : comment la santé des écosystèmes contribue-t-elle à la santé globale ? La biodiversité, les relations inter-espèces, les relations entre habitats et milieux sont autant d'éléments qui peuvent être affectés par des dysfonctionnements (anthropiques ou non). Comment faire en sorte que les écosystèmes dans lesquels se déroulent les activités humaines soient en bonne santé ? Le fonctionnement des écosystèmes nous amène à transcender la division entre nature et culture, l'homme faisant partie du système.

## ATELIER 4

# AUTONOMIE, SOUVERAINETÉ ET RÉDUCTION DES DÉPENDANCES ALIMENTAIRES

*Coordinateurs : L. Piccin (Origin for Sustainability), F. Casabianca (INRAE), G. Bigler (URGENCEI), T. Anthopoulou (Pantheon University, Athene), F. Wallet (INRAE Toulouse), S. Loudiyi (VetAgroSup), G. Belletti (University of Florence), J. Forney (University of Neuchâtel)*

### CONTEXTE ET CADRE

Cet atelier portera sur les stratégies de résilience des territoires fondées sur la recherche de la souveraineté alimentaire, dans une perspective d'autonomie alimentaire. Il s'agit d'échanger entre chercheurs et autres acteurs des systèmes alimentaires sur les dynamiques en cours dans les territoires urbains et ruraux autour de la mobilisation des acteurs impliqués dans les processus d'autonomie alimentaire. La mondialisation des échanges a conduit à une forte spécialisation des territoires sur les productions les plus rentables au détriment d'une fonction alimentaire locale. Le processus d'autonomisation va à l'encontre de ce régime dominant en stimulant la diversification et en raccourcissant les chaînes de valeur. Il est important de préciser quelles parties prenantes interagissent (producteurs, société civile, chercheurs, acteurs d'un territoire ou d'une filière, etc.) et comment (réglementations, flux matériels ou immatériels, controverses, rapports de force, etc.), autour de quels objets (travail, systèmes techniques, prix, ressources naturelles, critères de qualité, connaissances, identité, etc.) et dans quelles situations ou cadres d'interaction (une exploitation agricole, une coopérative, un territoire, une filière, un système d'innovation, un dispositif de gouvernance, etc.) Les interrelations entre ces multiples entités permettent de relier les problématiques de résilience climatique aux dynamiques sociales et écologiques. De la consommation individuelle à la structuration de filières, elles impliquent des formes de coopération infra- et interterritoriales, qui se déploient à différentes échelles et qu'il convient de clarifier.

Différentes tendances peuvent être identifiées :

- Certaines visent à répondre aux crises en termes d'accès à une alimentation de qualité pour tous. Elles cherchent à apporter des réponses concrètes au problème de l'insécurité alimentaire, qui touche un nombre croissant d'individus, renouvelant ainsi la réflexion sur l'aide alimentaire sociale et son intersection avec les processus d'autonomisation dans une perspective de démocratie alimentaire.
- On observe également des mécanismes qui impliquent les pouvoirs publics aux côtés des acteurs de la société civile (projets alimentaires territoriaux (PAT) en France, Food Policy Councils en Amérique, Ernährungsrat en Allemagne, etc.), qui reflètent des réponses à différentes crises (climatique, sanitaire, géopolitique, etc.), avec des impacts méconnus sur l'évolution des pratiques et des organisations.
- D'autres dynamiques concernent le nexus science-politique-société. En effet, on observe des dispositifs de recherche partenariale qui innovent en se connectant aux territoires avec la création

de sites alimentaires tiers, de living labs et autres expériences collaboratives qui visent à accélérer ces processus de changement tout en renouvelant la gouvernance alimentaire territoriale.

- Enfin, il est également essentiel de tenir compte de la temporalité des approches étudiées : des projets autrefois innovants et dont la contribution à la durabilité a été prouvée peuvent tomber en désuétude. Ainsi, une approche territoriale doit prendre en compte les innovations liées à des dépendances de parcours qui verrouillent les possibilités de transformation vers la durabilité. Les modalités de résilience des territoires ne peuvent se limiter à des réponses technico-économiques à un choc (i.e. soutien financier à un secteur suite à une rupture d'approvisionnement), mais nécessitent une reconfiguration systémique, et interrogent le statut des entités et les relations de pouvoir sont souvent asymétriques.

## STRUCTURE DE L'ATELIER

### **Sessions 1 - Acteurs et initiatives revendiquant une autonomie ou une souveraineté**

*Modérateurs : S. Loudiyi (VetAgroSup), G. Bigler (URGENCEI)*

Depuis plusieurs années, les organisations alimentaires alternatives ont été identifiées comme des acteurs importants de la transformation et de la transition des systèmes alimentaires vers la durabilité. Prises dans les processus de relocalisation de l'agriculture et de reterritorialisation de l'alimentation, ces organisations évoluent désormais dans des "collectifs hybrides", tels que les "lebensmittel punkte", les "Food Boards" ou autres Conseils de politique alimentaire. Elles sont également activement impliquées dans les nombreuses consultations lancées dans le but d'établir des stratégies multi-acteurs et multi-niveaux pour améliorer la durabilité et l'inclusivité des systèmes alimentaires. De même, plusieurs acteurs impliqués dans ces initiatives s'interrogent aujourd'hui sur leur changement d'échelle, que ce soit en termes de diffusion d'initiatives s'inscrivant dans les modèles qu'ils défendent, de diffusion de valeurs et de normes co-construites localement, ou d'institutionnalisation de ces mêmes initiatives, contribuant ainsi à un changement des régimes socio-techniques en place. Ces dynamiques reposent sur une série de récits dont il faut comprendre le contenu et les implications pour l'action. Il s'agira d'examiner les convergences et les tensions dans la réorganisation des relations entre ces acteurs impliqués dans la reterritorialisation et la territorialisation des systèmes alimentaires. Quelles sont leurs bases narratives ? Quelles sont leurs représentations des notions ou concepts de souveraineté, d'autonomie ou de résilience ? Quelles sont, par conséquent, les logiques et stratégies déployées par ces différents acteurs, les modèles de coopération ou de coexistence et quelles sont les sources de tensions et de blocages ?

### **Session 2 - Les territoires périphériques (enclavés, insulaires) : des zones privilégiées pour l'autonomie alimentaire ?**

*Modérateurs : F. Casabianca (INRAE Corte), T. Anthopoulou (Université Pantheon, Athene)*

Cette session aborde l'ancrage territorial des dynamiques d'autonomisation alimentaire. Certains espaces périphériques, comme les îles ou des vallées enclavées, semblent particulièrement propices à l'observation de ces phénomènes, même s'ils ne sont pas forcément plus aptes à les mettre en œuvre. Dans ces espaces aux limites bien identifiées, les activités alimentaires peuvent être analysées comme un élément d'un ensemble socioéconomique dont l'espace concret est postulé ex ante (une région géographique). Pour autant, une série de questions nous semble posée aux dynamiques d'autonomisation dans de tels territoires. Les difficultés d'accès des territoires périphériques les protègent-elles des effets de la mondialisation qui s'y exerceraient de façon moins marquée que dans les autres territoires ? Leur caractère d'isolement rend-il plus évident le besoin de se tourner vers les ressources locales pour nourrir la population ? Ces territoires périphériques étant souvent très attractifs pour les activités touristiques (généralement plus rémunératrices

que celles tournées vers les habitants), n'y a-t-il pas des formes de concurrence qui apparaissent dans les orientations productives locales ?

Il s'agit dans cette session de rendre compte de l'ancrage territorial des processus d'autonomisation : dans quelle mesure cet ancrage est lié aux actions locales de coordination entre activités ? Les trajectoires d'évolution des territoires périphériques seront analysées en accordant une attention particulière i) au rôle que peut jouer la référence aux traditions, ii) aux freins et obstacles qui entravent les processus d'autonomisation et iii) aux enjeux organisationnels et d'action publique propres à cette échelle territoriale. L'accent sera mis sur la dimension collective, locale et singulière des liens physiques, cognitifs, historiques, interpersonnels et institutionnels entre activités qui se concrétisent dans ces systèmes agroalimentaires localisés.

### **Session 3 - Le rôle de la consommation alimentaire dans les processus d'autonomisation**

*Modérateurs : G. Belletti (Université de Florence), J. Forney (Université de Neuchâtel)*

Au-delà de l'opposition caricaturale entre retrait et dépendance, l'autonomisation alimentaire implique une reconfiguration des relations variées et variables entre les mangeurs et les autres acteurs des systèmes alimentaires. Quels sont les acteurs non-agricoles impliqués dans les projets de reterritorialisation ? Au nom de quelles valeurs et objectifs se mobilisent-ils (réduction ou élimination des protéines animales, "locavorisme", résilience, etc.) et avec quelles conséquences sur les activités de production locales ? D'autre part, nous pouvons nous demander comment les tendances émergentes - l'importance croissante des outils numériques, la diffusion des préoccupations environnementales, l'apparition de formes collaboratives - influencent réellement les pratiques alimentaires, entre intentions affichées et actions concrètes. La promotion de nouvelles normes, l'essor ou le renouvellement des infrastructures (AMAP/CSA/ACP, marchés de producteurs, ventes à la ferme) ou leur relative démocratisation (drive paysan, plateformes en ligne) génèrent-ils de nouvelles routines d'approvisionnement ? Et dans quelles catégories sociales ?

### **Session 4 - La question des échelles et de leurs interactions**

*Modérateurs : F. Wallet (INRAE Toulouse), L. Piccin (Origin for Sustainability)*

La recherche d'une plus grande souveraineté interroge l'articulation des échelles, tant horizontales (construction d'inter-territorialités, échanges entre espaces urbains et ruraux, etc.) que verticales (emboîtement des échelles d'action, gouvernance multi-niveaux). Elle peut concerner la circulation des modèles d'action et d'interaction au sein des territoires et entre territoires proches et lointains. Les nouveaux assemblages de savoirs et de pratiques (rôle des nouvelles technologies, coopération transfrontalière, etc.) entre espaces éloignés, la construction de réseaux d'acteurs à plusieurs échelles spatiales, participent à la construction de la durabilité à l'échelle globale. Il peut également s'agir d'une question d'échelle temporelle, car les crises multiples nous obligent à penser des transitions rapides et équitables.



## ATELIER 5

# LES POLITIQUES CLIMATIQUES A L'ÉCHELLE TERRITORIALE

*Coordinateurs : D. Barjolle (ETHZ & UNIL), S. Boillat (HAFL), S. Féret (IAMM), P. Luu (4 per 1000 Initiative), P. Mink (OFAG, One Planet Network SFS Programme), P. Mongondry (ESA - Erasmus Mundus Master Food Identity), M. Redman (Highclere Consulting), F. Tartanac (FAO)*

### CADRE ET OBJECTIFS CADRE ET OBJECTIFS CADRE ET OBJECTIFS

L'agriculture et l'alimentation représentent environ un tiers des émissions mondiales de carbone. Il a été démontré que les systèmes alimentaires mondiaux jouent un rôle important dans l'atteinte des limites mondiales. En outre, les tensions géopolitiques actuelles, et en particulier l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, ont des conséquences immédiates sur les voies choisies par les pays pour leurs modèles agricoles et alimentaires.

En ce qui concerne les pressions climatiques, le constat actuel est que la réponse locale des territoires est encore limitée. La plupart des institutions locales sont des organes de consultation et de mise en œuvre, mais ont peu de pouvoirs de décision et de coordination. La complexité de la politique climatique publique lui confère une transversalité inhérente, car elle est fortement liée à d'autres politiques sectorielles (agriculture, énergie, mobilité, ruralité, économie, santé et commerce, etc.) En outre, il est difficile de trouver des mesures qui soient à la fois efficaces au niveau local et au niveau systémique plus large, et qui contribuent à découpler la croissance économique de la dégradation de l'environnement.

Les principaux problèmes posés par le changement climatique dans les territoires ruraux sont liés aux politiques conçues aux niveaux juridictionnels supérieurs. Ces politiques sont éloignées des territoires, souvent mal adaptées au contexte local, et entravent ainsi les possibilités de réduction des émissions ou d'incitation à l'adaptation. Il existe donc une tension entre les politiques publiques qui visent l'efficacité et l'équité et la réalité complexe du terrain.

Pour trouver des solutions, il semble vertueux de faciliter la mise en œuvre de nouvelles formes de gouvernance, de renforcer les mécanismes de participation citoyenne et de consultations multi-niveaux, et de travailler sur des politiques publiques qui abordent la complexité de manière holistique en termes de systèmes et de soutien aux initiatives locales innovantes (voir par exemple le récent rapport sur les mécanismes multi-acteurs du programme SFS de One Planet Network).

Le forum ODT se déroule en Suisse, où une initiative populaire proposant des mesures plus strictes au niveau national pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> a récemment été rejetée en votation populaire. Au sein de la population votante, il y avait une division marquée, avec une forte opposition à l'initiative en particulier dans les zones rurales et parmi les groupes sociaux urbains défavorisés. L'analyse des raisons du rejet de cette initiative sera l'occasion de découvrir et de réfléchir ensemble à des exemples de politiques vertueuses définies et mises en œuvre à l'échelle d'un territoire, mais parfois définies ou encadrées et promues par des initiatives globales telles que l'initiative " 4 pour 1000 ", dont la mission est de promouvoir le stockage de carbone dans les sols agricoles et forestiers.



L'atelier 5 vise à mobiliser les connaissances et les expériences aux niveaux local, national, régional et mondial, qui peuvent servir d'exemples et inspirer les acteurs au niveau territorial.

L'atelier invite les participants à partager et à analyser des exemples de formes innovantes de gouvernance participative et multipartite, en s'inspirant d'initiatives mondiales telles que le programme de systèmes alimentaires durables du réseau One Planet, l'initiative 4 pour 1000 ou le partenariat de la montagne.

## STRUCTURE ET METHODES

### **Session 1 : Les enjeux climatiques dans la sphère politique et les modes d'intervention: les défis d'une "transition juste", en particulier ceux de la justice sociale dans les politiques climatiques**

*Modérateurs : S. Boillat (HAFL), M. Redman (Highclere Consulting)*

Nous avons l'intention de nous appuyer sur l'expérience de la Suisse, où une récente votation sur le changement de politique climatique a révélé un fossé entre les décideurs politiques et le public. Nous voulons discuter de la manière de concilier la sensibilisation du public au changement climatique avec le processus d'élaboration des politiques, en particulier du point de vue de l'agriculture et des systèmes alimentaires locaux. Dans cette session, les contributions pourraient considérer, par exemple, le rôle des différents lobbies et leurs interactions avec le processus d'élaboration des politiques. De même, les contributions peuvent discuter de la manière d'intégrer la perspective climatique dans les politiques sectorielles (transport, énergie, agriculture, etc.), et présenter des exemples où les niveaux nationaux ou même plus larges permettent aux niveaux locaux d'avoir une vision climatique intégrée.

### **Session 2 : Initiatives globales proposant des cadres d'intervention en réseau aux territoires ruraux**

*Modérateurs : P. Luu (Initiative 4 pour 1000), F. Tartanac (FAO)*

Ces dernières années, des initiatives innovantes ont vu le jour à plusieurs niveaux. Ces initiatives mondiales ouvrent de nouvelles perspectives au niveau national, voire local. Elles montrent comment motiver les acteurs locaux à lutter contre le changement climatique, par exemple en augmentant la séquestration du carbone dans les forêts et les sols agricoles (initiative 4pour1000). Cette session invite les contributeurs à présenter et discuter des initiatives mondiales existantes, et à discuter de leurs objectifs, de leur mise en œuvre et de leurs impacts. L'objectif de cette session est en particulier d'identifier et de réfléchir aux interrelations entre les initiatives mondiales et les changements de politiques nationales et régionales, en recherchant des contributions qui montrent des exemples au niveau local, qui soutiennent la prise de conscience publique et politique autour des principes qui sous-tendent les initiatives/solutions mondiales.

### **Session 3 : Échange d'expériences sur les formes innovantes de gouvernance multipartite inclusive, y compris sur les approches liant les systèmes alimentaires et les politiques climatiques dans une vision systémique.**

*Modérateurs : S. Féret (IAMM), P. Mink (OFAG)*

En réfléchissant à la première mise en œuvre du cadre de transformation des systèmes alimentaires basé sur les principaux piliers de politiques de systèmes alimentaires plus durables, la session permettra de partager les expériences et de consolider le retour d'information sur les bonnes expériences d'une approche



systemique dans ce domaine. Dans cette session, nous attendons en particulier des exemples et des analyses d'approches multipartites qui traitent du changement climatique (par exemple la COP locale) au niveau local, en responsabilisant les acteurs locaux. Les contributions pourraient aborder et expliquer comment ces initiatives sont intégrées dans un cadre plus large, et si cela s'est produit, comment une approche ascendante pour développer un plus grand soutien politique pour les initiatives multipartites locales inclusives a eu lieu, donnant aux initiatives locales un potentiel de mise à l'échelle.

**Session 4 : Analyse et discussion à partir d'exemples ou de travaux de synthèse transversaux sur des initiatives locales innovantes apportant des solutions pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.**

*Modérateurs : D. Barjolle (ETHZ & UNIL), P. Mongondry (ESA - Erasmus Mondus Master Food Identity)*

Cette session devrait mettre en lumière des initiatives exemplaires spécifiques au niveau territorial qui ouvrent de nouvelles opportunités pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. L'objectif de la session est de découvrir comment les acteurs locaux ont répondu aux nouveaux défis et pressions, et ont été en mesure de mettre en œuvre de nouvelles technologies et modèles d'affaires, ou une gouvernance sociale collective, qui leur permettent d'augmenter et de pérenniser leurs solutions.

## EN RÉSUMÉ

### ORGANISATEURS

- Origine de la durabilité : [www.origin-for-sustainability.org](http://www.origin-for-sustainability.org)
- Fondation Rurale Interjurassienne (Suisse)

### COMITE SCIENTIFIQUE

Theodosia Anthopoulou (Université Panteion), Dominique Barjolle (UNIL & ETHZ), Claire Bernard-Mongin (CIRAD), Olivier Beucherie (Olivier Beucherie Conseil), François Casabianca (INRAE), Claire Cerdan (CIRAD), Marcelo Champredonde (INTA, Argentine), Dimitris Goussios (Université de Thessalie), Jean-Louis Guerroué (Université de Brasilia), C. Luminati (Polo Poschaivo), Philippe Mongondry (École supérieure d'Agricultures d'Angers et MSc Food IDentity), Luca Piccin (Origin for Sustainability), François Pythoud (OFAG), Florence Tartanac (FAO)

### SOUTIEN SCIENTIFIQUE POUR LES ATELIERS 2022

M-J. Amiot-Carlin (INRAE), G. Belletti (Université de Florence), G. Bigler (URGECI), S. Boillat (HAFL), G. Brunori (Unipi), G. Calvo (Diversité et Développement), T. Dax (BAB), M.M. Delgado-Serrano (Université de Cordoba), C. Déprés (VetAgroSup), M. Duru (INRAE), S. Farhad (Université de Cordoba), S. Féret (IAMM), M. Figuié (CIRAD), J. Forney (Université de Neuchâtel), J. Gautier (INAO), M. Gisclard (INRAE), P. Jeanneaux (VetAgroSup), L. Mayoux (INAO), P. Mink (OFAG), A. Mottet (FAO), F. Lerin (AIDA), S. Loudiyi (VetAgroSup), C. Luminati (Polo Poschiavo), P. Luu (Initiative 4 pour 1000), M. Redman (Highclere Consulting), L. Rieutort (Université de Clermont-Auvergne), E. Schmitt (ZHAW), E. Vandecandelaere (FAO), F. Wallet (INRAE Toulouse)

### COMITÉ D'ORGANISATION

Origin for sustainability : Dominique Barjolle, Marco Trentin, Isabella Maglietti Smith

Fondation rurale interjurassienne : Olivier Boillat